

# CROIRE AUX VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE



© Mathieu Delmestre

**D**eux ans après ce funeste 13 novembre 2015, jour où les attentats menés par Daech à Paris et à Saint-Denis ont fait 130 morts et plusieurs centaines de blessés, la France vit toujours sous la menace terroriste. Avant et depuis ce jour, de nombreuses autres attaques ont endeuillé la France et le reste du monde. La terreur aveugle, comme une épée de Damoclès, menace nos sociétés démocratiques.

Impossible d'oublier, mais il faut vivre avec et défendre nos valeurs. Il faut rendre hommage aux victimes et à leurs proches, avoir une pensée pour les blessés et les rescapés qui se reconstruisent avec courage. Il

faut aussi saluer le travail des forces de l'ordre, des secours, des élus et des services publics mobilisés, poursuivre et intensifier la lutte contre le terrorisme en France, en Europe et dans le monde. Mais il est surtout indispensable de réaffirmer les valeurs de la République, notre désir de vivre-ensemble, de chanter, discuter et rire en terrasse. Nous ne céderons rien à la terreur et aux terroristes.

Il faut redire notre confiance en la jeunesse du monde, elle saura être à la hauteur des défis qu'elle devra affronter au nom même de celles et ceux qui sont tombés.

# LES PARTIS POLITIQUES ET NOTAMMENT LE PS PEUVENT-ILS SURVIVRE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE ?



© Étienne Thomas-Derevoige

Le deuxième entretien de la refondation s'est tenu mardi 14 novembre au siège du Parti socialiste. L'occasion de s'interroger sur la crise que connaissent actuellement les partis politiques. Frédérique Matonti, professeure de Sciences politiques à l'université Paris 1 questionne le terme de «*crise démocratique*», qui lui semble «*extrêmement brutal*». «*On parle plutôt de crise de la représentation, mais c'est un concept qui revient régulièrement*». Il y a une «*démobilisation politique*» avec des phénomènes conjoints qui se sont aggravés depuis 10 ans. Elle cite d'abord l'abstention, un «*phénomène majeur*» qui touche en premier lieu les populations les plus fragiles, les moins diplômées. Elle relève également un taux de syndicalisation bas, avec des syndicats encore plus fragilisés par le macronisme, qui les divise pour mieux négocier. Enfin Frédérique Matonti constate une déconnexion entre monde politique et le monde associatif. «*Avant il y avait un lien, et là cette courroie de transmission disparaît*». Tous ces événements se joignent à la montée de l'extrême droite qui récupère un électorat qui aurait pu voter à gauche.

Pour Florence Haegel, professeure à Sciences Po Paris, on ne peut pas parler de crise car si le phénomène est bien réel, il n'est ni soudain ni conjoncturel. En travaillant sur les données de l'Insee qui se fondent sur les listes d'émargement et non sur les sondages, elle constate que «*la séquence électorale 2017 montre une montée de l'abstention*». Celle-ci reste d'abord sociologique, elle cible toujours les mêmes catégories. «*Le modèle des inégalités sociales perdure, il n'y a rien de nouveau*». Selon elle, la question générationnelle est importante. «*Les jeunes ne sont pas moins politisés, ils sont moins dans les institutions politiques établies, mais il n'y a pas de baisse de l'engagement associatif*». Il y a une distance prise par la société vis-à-vis des partis politiques dans un contexte français où ces structures partisanes sont déjà faibles à l'origine.

## CRISE DES PARTIS

«*Pour un parti politique, une crise des partis politiques est interprétée comme une crise de la démocratie*» estime Frédéric Sawicki professeur de Sciences politique à l'université Paris 1. Mais «*ce qui est en crise c'est la démocratie de partis, pas la démocratie participative*». Car on ne fait pas de la politique que dans les partis. «*Ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de partis politiques qu'une société ne peut pas être démocratique*».

Selon lui, l'abstention n'est pas le symptôme d'une crise de la démocratie mais d'une crise de la confiance dans les organisations politiques. Ces dernières reçoivent moins de suffrages ou des suffrages intermittents. «*Il y a un développement de la volatilité électorale*», note Frédéric Sawicki. Un électeur qui a voté pour un parti, déçu de son action, ne votera pas à l'élection qui suit ou donnera sa voix à un autre parti. Frédéric Sawicki juge que la France vit «*une crise de la démocratie partisane*» et cite la Pologne, le Brésil, la Hongrie ou la Turquie comme pays en vraie crise démocratique, c'est-à-dire que les citoyens y sont prêts «*à s'en remettre à une solution non démocratique, à un pouvoir fort, à mettre en suspens les libertés*».

Et le professeur de rappeler que si «*on peut regarder l'abstention comme un désintérêt total de ce qu'il se passe dans la politique, on peut aussi la lire comme le fait que l'offre politique ne correspond pas aux attentes et ne donne plus aujourd'hui le sentiment de répondre à des attentes sociales*». Est-ce alors une dépolitisation des citoyens ou une démobilisation ?

## FRONTIÈRES BROUILLÉES

«*Un électeur potentiel a de plus en plus de mal à faire la différence entre une politique de droite et une politique de gauche, abonde Frédérique Matonti. Il a un rapport au politique extrêmement*

*distant. La capacité de faire la différence entre les politiques, qui n'est déjà pas évidente pour nous à certains moments, est encore moins évidente pour un citoyen ordinaire.*» L'universitaire prend l'exemple de la déchéance de nationalité, qui a été comprise comme une remise en cause de la double nationalité alors qu'elle ne s'adressait qu'à des cas extrêmement précis, et a contribué à brouiller un peu plus la frontière entre gauche et droite. «*Cela relève peut être d'une mauvaise communication mais cela montre surtout que les gens n'entrent pas dans les détails.*»

En France, les partis n'ont jamais été forts si on les compare à la social-démocratie allemande ou au parti conservateur britannique. «*Les partis ont toujours été critiqués et dès leur naissance on pronostique leur disparition*» raconte Florence Haegel. Les deux critiques essentielles qu'ils subissent sont celle du conflit – si vous êtes contre le conflit vous êtes contre les partis – ce qu'elle résume à la critique gaullienne et celle de la représentation où l'on critique le parti comme une forme de confiscation du pouvoir-critique plutôt de gauche. «*Pour le PS, cette critique de la délégation a été particulièrement cruelle car il a construit un monde à part, de professionnels de la politique qui est largement déconnecté de la société et qui n'est pas représentatif de la société.*» Si cette critique s'applique aussi à la droite, elle est moins fondamentale car «*il y a moins de demande de représentation à droite*». Et Florence Haegel de noter également que «*ce qui est frappant, c'est que les partis politiques, c'est des vieux, un monde de retraités, de plus de 50 ans.*»

## CAUSES EXTERNES

«*Les partis sociaux-démocrates vont mal dans beaucoup de pays*», rappelle Frédéric Sawicki. Réfléchir à la crise que subit le PS nécessite d'être attentifs aux causes nationales et aux plus générales. «*La mondialisation et la création de l'Europe ont posé un problème à ces partis qui sont construits sur un interventionnisme public d'État*». La crise des dépenses publiques et les règles européennes ont remis en cause cette politique. Parallèlement, les partis sociaux-démocrates ont perdu largement leur base ouvrière et de nouvelles questions, comme l'écologie, ont émergé. «*Ils ont alors choisi d'être un peu libéraux, un peu sociaux, un peu écologistes. C'est bien mais ça ne fait pas une idéologie très mobilisatrice qui fournirait une utopie de l'ordre de celle des partis réactionnaires, conservateurs*

*nationalistes: "c'était mieux avant"». Ils font aussi face aux libéraux qui estiment que les problèmes viennent du fait qu'il y a trop d'État, trop de protection sociale, trop d'interventionnisme, et que les gens ne sont pas responsables. Pris en étau, «les sociaux-démocrates n'arrivent pas à s'accorder entre eux au niveau européen pour, notamment, lutter contre le dumping social ou l'optimisation fiscale». Résultat, en attendant «on fait du replâtrage et on accrédite les thèses néo-libérales: il faut contrôler les chô-*

*meurs, responsabiliser les gens dans les hôpitaux, déréguler le travail...»*

Frédéric Sawicki remarque que «les socialistes ont bénéficié pendant des années du système institutionnel qui permettait la qualification, sauf en 2002, de leur candidat à la présidentielle, et qui les faisait, grâce au scrutin majoritaire à deux tours aux législatives, bénéficiaire du vote utile.» Car les institutions permettent à un parti qui mobilise un quart des électeurs

de gagner tout. Ce qui fait qu'au PS, avec en moyenne un socle de 18-20% de l'électorat, «l'analyse de la situation politique a pu être retardée». On était toujours dans l'attente que l'alternance joue en sa faveur à un moment. «Il se trouve que le gigantesque coup de poker de Macron lui a permis d'emporter la mise et a entamé un profond renouvellement des partis politiques». Tout le système reposait depuis toujours sur une base fragile.

## POLITIQUE DE LA VILLE : DES ANNONCES CONSTAMMENT CONTREDITES PAR LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT



**P**our le Parti socialiste, la séance de rattrapage organisée à Clichy-sous-Bois et à Tourcoing n'aura pas convaincu que le Président des riches a en même temps le souci des quartiers populaires et de leurs habitants.

D'un côté, plusieurs mesures présentées aujourd'hui poursuivent, en les adaptant, celles qui ont engagées au cours du quinquennat précédent dans le cadre des politiques publiques en faveur des quartiers (emploi, sécurité, services publics,...). La nomination, hier, du maire de Clichy-sous-Bois, Olivier Klein, à la tête de l'Anru est un signal encourageant.

Mais de l'autre côté, et c'est pour le Parti socialiste un motif d'inquiétude et d'action, les déclarations d'Emmanuel Macron en faveur «d'une mobilisation nationale pour les villes et les

quartiers» sont constamment contredites par les mesures prises par le gouvernement Philippe depuis six mois : diminution massive des contrats-aidés, coupe cet été dans les crédits de la politique de la ville à hauteur de 47 millions (11% du budget total), ponction de 1,5 milliards d'euros sur les organismes HLM, baisse des APL, etc.

C'est pourquoi le Parti socialiste invite le gouvernement, dans le cadre de l'examen du PLF 2018, à revenir sur ces mesures qui pénalisent les quartiers populaires. Il demande en outre l'organisation d'une concertation nationale, sur les bases de l'appel de Grigny signé le 16 octobre dernier, qui permettra de converger vers un plan national de solidarité, celui que continuent d'attendre habitants et élus locaux.

## COP 23 : GARANTIR UN FINANCEMENT DURABLE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



**A** lors que les financements climatiques s'invitent dans les débats de la seconde semaine de la COP23 à Bonn, le Parti socialiste réaffirme que la justice climatique, fondée sur le respect des engagements financiers des pays développés, est l'une des conditions de la réussite internationale de l'Accord de Paris.

En 2009, à Copenhague, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards d'euros par an dès 2020, un engagement «*plancher*», révisable d'ici 2025, gravé dans le marbre de l'Accord de Paris de 2015. Mais alors que 2017 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée et que 15 000 scientifiques viennent de publier un appel pour aller plus loin dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'OCDE n'a identifié à ce jour que 43 milliards d'euros de financement sur les 100 milliards promis. Un chiffre contesté par de nombreuses ONG, mais qui demeure en tous les cas très éloigné des 130 à 260 milliards d'euros par an a minima estimés par l'ONU pour permettre aux pays en développement de s'adapter à un réchauffement limité à 2 °C.

Pourtant, cette aide doit permettre aux pays du Sud de poursuivre leur développement en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre à travers des projets dits «*d'atténuation*» et de faire face à l'impact du changement climatique à travers des programmes dits «*d'adaptation*». Une aide nécessaire quand on sait que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 65% entre 2002 et 2012 dans les pays émergents du fait de leur croissance économique, et qu'une partie d'entre eux ont conditionné la réduction de ces émissions à l'aide versée par les pays riches.

La présidence de la COP23 des îles Fidji est très importante pour mieux faire entendre les voix des pays menacés par la montée des eaux et qui exigent que les pays riches tiennent leurs promesses de financer cette adaptation. Or, à ce jour, à peine 20% des financements sont destinés à l'adaptation au changement climatique, loin des 50% prévus par l'accord de Paris.

Le Parti socialiste rappelle toutefois que ces 100 milliards d'euros sont un point de départ, pas un point d'arrivée. La lutte contre le réchauffement climatique et le développement d'économies décarbonnées nécessiteront davantage de financements, 3 à 4 000 milliards d'euros selon certains experts. Dès lors, il faut s'atteler à la création et à la diffusion d'instruments financiers publics capables d'avoir un effet de levier.



# BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : ENCORE ET TOUJOURS PLUS D'AUSTÉRITÉ ET D'INÉGALITÉ

*Le Président n'est pas le Père Noël, c'est le Père Fouettard : il reprend aux pauvres pour donner aux riches !  
Nous nous opposons à ce budget de droite et... de droite et appelons à la défense de notre modèle social.*

## LE BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST INEFFICACE ET INÉGALITAIRE

Si le Gouvernement Macron-Philippe récompense les « premiers de cordée » par une baisse des charges et de la fiscalité, il délaisse les « premiers de corvée » à coup de rabot sur la redistribution.

- **La majorité a voté l'abaissement de 30 à 20% du taux de cotisations patronales sur la distribution d'actions gratuites.**  
MANQUE À GAGNER : 100 millions d'euros pour la sécurité sociale.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

la suppression de cet amendement injuste et infondé.

- **La majorité a voté un gel des pensions de retraite en 2018.**  
LES RETRAITÉS SUBIRONT UNE DOUBLE PEINE : hausse de la CSG et blocage de leur rémunération. Leur pouvoir d'achat sera considérablement dégradé.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

de poursuivre le calendrier de revalorisation des pensions de retraite voté lors du précédent quinquennat.

- **La majorité a voté la hausse de la CSG :**  
les retraités et les fonctionnaires seront les grands perdants de cette mesure. Ils ne bénéficieront d'aucune compensation et verront leur pouvoir d'achat diminué.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

la suppression de la hausse de la CSG, et la revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires.

- **La majorité a voté la hausse du forfait hospitalier, de 18 à 20€ par jour :**  
les classes populaires et moyennes en seront les premières victimes et devront subir une augmentation des tarifs des complémentaires santé.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

de maintenir le forfait hospitalier journalier à 18€ tout en assurant une amélioration de l'offre de soin.

## LE BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE MENACE LA QUALITÉ DES PRESTATIONS SOCIALES

Les services publics sont le bien commun de tous les Français. Imposer un budget austéritaire et libéral conduira à un nivellement vers le bas de notre modèle social.

- **La majorité a voté la suppression du tiers-payant généralisé :**  
mesure sociale phare du quinquennat précédent, la généralisation du tiers payant au 1<sup>er</sup> décembre 2017 devait permettre aux patients de ne plus avancer les frais remboursables chez leur médecin et de favoriser ainsi l'accès au soin de nos concitoyens.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

le maintien de la généralisation du tiers-payant.

- **La majorité a voté 4,2 milliards d'économies supportés par l'assurance-maladie.**  
Sur le terrain, cela va se traduire par de fortes restrictions qui mettront à rude épreuve les établissements, leurs personnels et les organisations.

### POUR LA DÉFENSE DE NOTRE MODÈLE, LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

la fin de l'ère austéritaire et un renforcement de la politique de redistribution fiscale.

- **La majorité a voté la baisse de l'allocation de base de la prestation d'accueil pour le jeune enfant (PAJE) :**  
à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, les aides seront réduites de 15€ par mois. Les plafonds de ressources seront également baissés et 150 000 familles seront victimes de cette coupe budgétaire.

### LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

le maintien inchangé du montant des allocations.

- **La majorité a voté une revalorisation étalée de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et de l'allocation adulte handicapé (AAH) :**  
alors que les cadeaux fiscaux aux plus riches seront actés dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les plus démunis devront attendre 3 ans avant de bénéficier d'une amélioration de leur situation.

### POUR LA DÉFENSE DE NOTRE MODÈLE, LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

de remettre en cause les réformes fiscales en faveur des plus riches et de favoriser la redistribution et l'entraide.

## LA SÉCURITÉ SOCIALE NE PEUT PAS SURVIVRE À DE TELS COUPS DE RABOTS

Le Parti socialiste propose une autre voie, celle de la solidarité, de l'assistance et de l'humanisme. Nous voulons œuvrer pour un budget à l'équilibre, pragmatique et raisonné, tout en assurant une meilleure redistribution pour favoriser le vivre-ensemble, comme nous nous y étions engagés dès 2012.